



Communiqué de presse

Luxembourg, le 8 décembre 2020

La sécurité des réseaux 5G dans l'UE sous la loupe de la Cour des comptes européenne

La Cour des comptes européenne a lancé un audit afin d'évaluer si l'UE et ses États membres mettent en place des réseaux 5G sûrs, en temps utile et de manière concertée. L'audit fait suite au récent document d'analyse de la Cour sur la réponse de l'UE à la stratégie d'investissement étatique de la Chine, qui souligne que la sécurité des réseaux 5G est source d'inquiétude. Les auditeurs examineront la mise sur pied des réseaux 5G dans l'UE, le soutien de la Commission européenne aux États membres ainsi que le déploiement de la 5G par ces derniers et leur prise en considération des problèmes de sécurité. Ils s'intéresseront en particulier à la sécurité des réseaux, y compris la cybersécurité et la sécurité des équipements.

«La manière dont la 5G est déployée dans l'ensemble de l'UE influencera de nombreux aspects de la vie des citoyens, grâce à des avancées telles que la santé en ligne, les voitures intelligentes et les réseaux électriques intelligents. La 5G aura également une incidence sur les efforts de l'Europe en matière de transition numérique et, du fait de son caractère transfrontalier, sur le fonctionnement du marché unique», a déclaré M^{me} Annemie Turtelboom, la Membre de la Cour responsable de l'audit. «Il est donc essentiel que cette nouvelle technologie majeure soit mise en place de manière rapide, sûre et concertée.»

Les systèmes de communication mobiles et sans fil de cinquième génération (5G) offrent un débit ultra-rapide qui servira non seulement aux usagers, mais aussi à un grand nombre d'appareils connectés, dans le cadre de l'«internet des objets». Ils représentent donc une véritable révolution par rapport aux anciennes normes 3G et 4G. Selon une étude de la Commission européenne, l'introduction des capacités de la 5G dans quatre secteurs stratégiques (automobile, santé, transports et énergie) permettra de générer des bénéfices estimés à 113 milliards d'euros par an. L'étude indique également que les investissements dans la 5G devraient entraîner la création de 2,3 millions d'emplois dans les États membres.

L'objectif de ce communiqué de presse est de présenter les principaux messages de l'AuditInfo de la Cour des comptes européenne. Celle-ci est disponible dans son intégralité sur le site www.eca.europa.eu.

ECA Press

12, rue Alcide De Gasperi - L-1615 Luxembourg

E: press@eca.europa.eu @EUAuditors eca.europa.eu

Toutefois, une autre raison pour laquelle la 5G requiert une approche concertée au niveau de l'UE est que son infrastructure et les menaces susceptibles de peser sur sa sécurité ont un caractère transfrontalier. Toute vulnérabilité importante ou tout incident de cybersécurité majeur concernant les réseaux dans un État membre auraient des répercussions sur l'Union dans son ensemble. Ces dernières années, l'UE a alloué des financements considérables à des projets relatifs à la 5G dans les États membres, notamment sous la forme de prêts accordés par la Banque européenne d'investissement. Le plan d'action de l'UE prévoyait le lancement de services 5G dans tous les États membres avant la fin 2020. En octobre de cette année, la 5G avait été déployée dans 17 pays de l'UE ainsi qu'au Royaume-Uni. Des retards dans la mise en place d'une couverture 5G appropriée, de même que des problèmes de sécurité, pourraient avoir des répercussions considérables sur la compétitivité de l'UE et sur son indépendance stratégique.

Informations générales

Le partage des responsabilités en ce qui concerne les réseaux 5G et leur sécurité est complexe. La Commission soutient et coordonne l'action des États membres relative aux aspects techniques et à la sécurité, tandis que les autorités nationales sont responsables de l'élaboration et de l'exécution de leurs plans relatifs à la 5G ainsi que d'assurer la sécurité. Par ailleurs, les opérateurs de télécommunications sont responsables du déploiement de réseaux 5G sûrs faisant appel aux équipements mis sur le marché par les fabricants. Une étude récente a montré que plusieurs fabricants ont demandé un brevet dans le secteur de la 5G. Les principaux sont les groupes chinois Huawei (16 % du marché) et ZTE (10 %), les groupes coréens Samsung (14 %) et LG (12 %), et les groupes européens Nokia (11 %) et Ericsson (7 %).

Les auditeurs se pencheront sur les actions entreprises depuis 2016 et examineront les données collectées dans un échantillon de quatre États membres (Allemagne, Espagne, Pologne et Finlande). Le rapport final devrait être publié dans un an. Il ne traitera pas des effets potentiels de la 5G sur la santé humaine ou animale ou sur l'environnement. Pour de plus amples informations, voir l'AuditInfo intitulée *Implementing secure 5G networks in the EU and its Member States*, disponible en anglais sur le site internet eca.europa.eu. Les AuditInfos s'appuient sur les travaux préparatoires à un audit et ne doivent pas être considérées comme des observations, des conclusions ou des recommandations d'audit.

En septembre dernier, la Cour a publié un [document d'analyse](#) qui met en lumière les inquiétudes liées à l'absence d'approche concertée entre les États membres en matière de sécurité des réseaux 5G et à l'utilisation d'équipements 5G chinois dans des infrastructures essentielles de l'UE. Le 7 janvier 2021, la Cour organisera un webinaire sur le thème «Cap sur la 5G: sécuriser l'avenir numérique de l'Europe?».

Contact presse pour cette AuditInfo

Damijan Fišer – E: damijan.fiser@eca.europa.eu T: (+352) 4398 45 510 / M: (+352) 621 552 224